



Quand CNews emmène la meute

« Tribu », voire « tribu primitive », « grands singes », « mâle dominant qui dit c'est moi qui décide, toi t'auras à manger, toi t'auras pas à manger, moi j'aurai les femelles, toi t'auras pas les femelles »... Les commentaires racistes proférés ces derniers jours sur l'antenne de CNews, à propos de l'élection de Bally Bagayoko (LFI) à la mairie de Saint-Denis, donnent la nausée.

Réuni ce 1er avril en Comité national, le SNJ-CGT se déclare scandalisé par ces propos et demande à l'Arcom, saisie à plusieurs reprises, d'instruire le dossier avec la plus grande rigueur et de décider des sanctions qui s'imposent. Ces séquences constituent à l'évidence une grave infraction au cahier des charges de CNews. Nous rappelons qu'après mise en demeure, l'Arcom a le pouvoir de suspendre ou de retirer une fréquence qu'elle a initialement accordée.

Plus généralement, CNews a qualifié de « territoires perdus de la République » des villes comme Le Blanc-Mesnil, Sarcelles, Vénissieux, Saint-Denis ou Aubervilliers, remportées aux élections municipales par ce qu'elle nomme « des racailles et des islamistes » d'« extrême gauche ».

Le SNJ-CGT n'en juge que plus affligeante la servilité avec laquelle le milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré - patron de CNews, Canal+, Europe 1, le *JDD* ou encore Prisma Media - a été auditionné le 26 mars par le rapporteur UDR, Charles Alloncle, et le président Horizons, Jérémie Patrier-Leitus, de la Commission d'enquête sur l'audiovisuel public.

L'arbre CNews ne doit cependant pas cacher la forêt médiatique, qui, de BFMTV à RMC, en passant par LCI, France 5 ou Franceinfo, a contribué à colporter une fausse citation inventée par la fachosphère. Ainsi, Bally Bagayoko n'a jamais qualifié Saint-Denis de « ville des noirs », mais de « ville des rois et du peuple vivant ».

A l'inverse, de nombreux médias ont monté en épingle la façon dont certains maires battus aux Municipales, ont été sifflés et hués au soir de leur défaite par les supporters de leurs concurrents. En réalité, ces épisodes - dont certains détails, avancés par des médias non présents sur place, relèvent de la pure fiction - n'ont rien à voir avec les « violences politiques inacceptables » vilipendées à longueur de plateaux. Ces jugements ont été repris par une large frange de la classe politique, jusqu'à Emmanuel Macron, dénonçant un risque de « sédition ».

Nous aurions préféré que cette indignation réponde aux déclarations du sénateur LR et ancien maire du Blanc-Mesnil, Thierry Meignen, qui a confié au *Monde* à propos de la journaliste Nassira El Moaddem, la traitant par ailleurs de « salope » : « Je vais la faire condamner pour diffamation. Je vais la fouetter. J'irai au bout, elle va mourir, je la tue. »

Son tort ? Avoir documenté la gestion municipale de ce dernier dans un livre-enquête (« Main basse sur la ville. Enquête au Blanc-Mesnil, territoire trahi de la République », Stock, 2026).

Nous réaffirmons tout notre soutien à notre consœur, face à ces insultes et menaces qui ne peuvent rester impunies.

Montreuil, le 1er avril 2026.